

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

10 JUIL 2018

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Max LEYDIER

☎ : 04 72 61 37 84

✉ : max.leydier@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral modifié du 25 juillet 2000 régissant le fonctionnement des activités de la société PERRIGAULT dans son établissement situé, ZAC « Les Gouchoux Est » à SAINT-JEAN-D'ARDIERES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012 actualisant les prescriptions réglementant les activités de la société PERRIGAULT dans son établissement situé, ZAC « Les Gouchoux Est » à SAINT-JEAN-D'ARDIERES ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 19 avril 2018 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 19 avril 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- le dispositif de captation au niveau du bain de zinc fondu a été hors service de manière intermittente pendant plusieurs mois au cours du premier semestre 2017 et qu'aucune traçabilité de cette défaillance n'est disponible (2.6 de l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012 et 1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral modifié du 25 juillet 2000 sus-cités) ;

.../...

- les eaux pluviales rejoignent directement le milieu naturel (l'Ardière) via le réseau de la collectivité et qu'un dispositif de confinement des eaux pluviales en cas de rejet accidentel existe sur le site, mais que les pratiques de l'exploitant ne permettent pas d'assurer un confinement efficace des eaux pluviales de ruissellement potentiellement polluées (article 8 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 sus-cité) ;
- le contrôle annuel des eaux pluviales, bien que demandé dans le dernier rapport d'inspection, n'a pas été réalisé (annexe 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012 précité) ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre des déchets prévu à l'article R.541-43 du code de l'environnement

CONSIDERANT que la société PERRIGAULT ne respecte pas pour son établissement situé ZAC « Les Gouchoux Est » à SAINT-JEAN-D'ARDIERES les dispositions du point 1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral modifié du 25 juillet 2000, de l'annexe 4 et du point 2.6 de l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012, de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de l'article R.541-43 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires afin de se conformer aux dispositions du point 1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral modifié du 25 juillet 2000, de l'annexe 4 et du point 2.6 de l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2012, de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et de l'article R.541-43 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PERRIGAULT, ZAC « Les Gouchoux Est » à SAINT-JEAN-D'ARDIERES, est mise en demeure :

- d'établir **dans le délai d'1 mois**, et tenir à jour un registre des déchets en application de l'article R.541-43 du code de l'environnement ;
- **dans le délai d'1 mois**, de mettre en place les outils de suivi qui justifient du contrôle régulier du bon fonctionnement des dispositifs de traitement des émissions atmosphériques et des modalités d'élimination des déchets issus de ces dispositifs en application du point 1.2 de l'article 2 de l'arrêté du 25 juillet 2000 et du point 2.6 de l'article 11 de l'arrêté complémentaire du 23 octobre 2012 ;
- **dans le délai de 3 mois** de réaliser le contrôle annuel des eaux pluviales prescrit en annexe 4 de l'arrêté complémentaire du 23 octobre 2012. ;

.../...

- **dans le délai de 6 mois** de prendre les mesures garantissant que les eaux pluviales de ruissellement potentiellement polluées soient traitées et/ou confinées avant rejet par un dispositif capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales ou de proposer un dispositif de protection équivalent à réaliser dans les mêmes délais en application de l'article 8 de l'arrêté du 30 juin 2006.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de SAINT-JEAN-D'ARDIERES,
- à l'exploitant.

Lyon, le 10 JUIL. 2018

Le Préfet,

Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

